



A LA UNE: LA SECTION DE FONTENAIS



PORTRAIT DE SARAH GERSTER, MEMBRE DU COMITE DIRECTEUR



PRIMES MALADIE QUI EXPLOSENT: STOP! INITIATIVE LANCEE



LES JURASSIENS EN FORCE AU CONGRES DU PSS A THOUNE

POSTSCRIPTUM



Une année 2017 cruciale

A l'heure d'écrire ces quelques lignes, le Gouvernement jurassien vient de présenter le message qu'il souhaite adresser à la population de Moutier lors de la votation de juin 2017. Une fois n'est pas coutume, nous pouvons ici saluer les propositions de l'Exécutif cantonal. En effet, elles sont concrètes et solides. Elles doivent, à n'en pas douter, permettre aux Prévôtois et Prévôtoises de choisir sereinement pour l'avenir de leur cité entre deux projets fondamentalement différents : le premier, le projet bernois qui cantonne la ville à une banlieue éloignée de Bienne. La seconde, la proposition jurassienne, qui souhaite donner un rôle central à Moutier au sein de l'Etat jurassien. Les bases du débat sont ainsi posées. A nous maintenant de nous engager aux côtés de nos camarades du Parti socialiste autonome de Moutier durant la campagne.

2017 sera également une année électorale dans les communes jurassiennes. Le Comité directeur a souhaité rencontrer l'ensemble des sections pour faire le point quant à cette échéance importante. Claude Hêche, Pierre-Alain Fridez, Nathalie Barthoulot, Pauline Christ Hostettler et votre serviteur ont débuté les discussions avec les différentes sections. Ces rencontres se poursuivront dès le début de l'année prochaine. Il est essentiel que chacune et chacun d'entre nous se sentent concerné-e-s par ces élections communales. Aujourd'hui, la représentation socialiste dans les exécutifs communaux n'est pas satisfaisante. Tous ensemble, nous devons nous atteler à mettre en place les conditions nécessaires à une représentation plus fidèle à la réalité de notre force électorale dans le Jura.

Vous l'aurez compris, l'année à venir s'annonce passionnante à plus d'un titre.

Je profite de l'occasion qui m'est ici donnée pour vous remercier de votre engagement en 2016. Je me réjouis de pouvoir compter sur votre militantisme en 2017. Je vous souhaite de belles fêtes de fin d'année auprès de vos proches.

Solidairement, Loïc Dobler, président du PSJ

Fontenais: une section fière de son passé, confiante en son avenir

Fontenais, fief socialiste en terre ajoulote, est resté une section bien vivante qui a su se renouveler tout au long de son existence. Aujourd'hui, une belle jeunesse pleine d'enthousiasme est aux commandes. Pour mémoire, à la veille de la guerre 1914-1918, l'Ajoie comptait quatre sections socialistes : Porrentruy (membre du PSS depuis 1902), Fontenais (constituée en août 1913, elle se reconstitua en 1919), Cornol et Courgenay (au début de l'année 1914). Déjà à cette époque, au côté de la section de Porrentruy, le PS Fontenais-Villars, et dans une moindre mesure Courtemaîche, s'affirmaient comme deux foyers du socialisme en Ajoie.

Ce n'est qu'en décembre 1919 que le PS de Fontenais participe pour la première fois au renouvellement du Conseil communal. Il obtient un siège (Ernest Jolidon) aux côtés de quatre libéraux et d'un conservateur. Oscar Voisard deviendra le premier maire socialiste de 1947 à 1953. Il siègera également au Grand Conseil bernois de 1930 à 1942 puis de 1946 à 1950. Par la suite, les socialistes ont réussi à reconquérir la mairie à deux reprises, avec Jacques Sassé (1970-1984) et Pierre-Alain Fridez (1997-2008).

Parmi les personnes qui ont marqué la présence socialiste à Fontenais, Bernard Varrin, enfant du village, conseiller communal de 1963 à 1966, député au Grand Conseil bernois en 1974, député au Parlement jurassien (1979-1990) qu'il présidera en 1983. Natif de Fontenais également, Julien Loichat occupera ad intérim depuis avril 2011 la fonction de coprésident du Parti socialiste jurassien.



Aujourd'hui, au plan communal, le Parti socialiste, pour Fontenais-Villars, compte deux représentants sur quatre: Valérie Voisard (développement durable, environnement, énergie, bâtiments communaux), Thierry Sutterlet (urbanisme, électricité). A cela s'ajoutent deux conseillers qui représentent Bressaucourt suite à la fusion de 2013. Sophie Huber, Katia Lehmann ainsi que Fanny Lepori siègent à la commission d'école. Lors de la prochaine législature, la commune de Fontenais qui comprend les villages de Fontenais, Villars et Bressaucourt ne formera plus qu'un cercle électoral.

Sur le plan cantonal, Katia Lehmann siège au Parlement jurassien depuis l'année passé. Pierre-Alain Fridez est lui au Conseil national depuis 2011. Il est aussi membre de la délégation auprès de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Enfin, Antoine Froidevaux, militant de longue date, président des assemblées au niveau communal, est également président du Congrès du Parti socialiste jurassien.

Dans une société en constante mutation, de nombreux défis devront être relevés. La section, sous la présidence de Lionel Richard, pourra compter sur les membres du comité, les représentants au Conseil communal, ainsi que sur les militants. Ensemble, ils feront en sorte que la commune de Fontenais, comme par le passé, continue à être orientée vers le progrès.

Hubert Voisard, membre du PS Fontenais



Le Comité directeur sous la loupe: Sarah Gerster

Nom: Gerster
Prénom: Sarah
Age: 34 ans
Profession: Collaboratrice scientifique
 au Fonds National Suisse

Situation familiale: En couple
Engagements politiques: Citoyenne engagée, bénévole aux Magasins du Monde de Saignelégier et membre du Service civil international.
 Dès janvier 2017, conseillère communale aux Enfens
Hobbys: Apiculture. Je prends soin d'une quarantaine de colonies. Je suis aussi monitrice-élèveuse et présidente de la société d'apiculture des Franches-Montagnes.

Tu viens de t'engager au Comité directeur du PSJ, qu'est-ce qui a motivé ton choix?
 Assurer un bon relais entre le CD et les Franches-Montagnes...
 Ah, et quelques idéaux politiques aussi ;-)

Quelles seront tes priorités ?

Il est important pour moi que le Comité directeur soit proche de la base. Cela implique non seulement un comité à l'écoute des besoins et souhaits des sections mais également un relais clair et transparent des décisions, réflexions et priorités fixées par le CD vers la base.

Quels dossiers te tiennent particulièrement à cœur ?

Le maintien des écoles dans les villages. En fait, la problématique de l'éducation et de la garde des enfants en général est un sujet qui me tient à cœur. Les challenges ne manquent pas et ont une multitude de facettes: les besoins et les exigences divergent selon la situation, la notion d'égalité des chances peut être interprétée très différemment selon le contexte, la délimitation des compétences et obligations financières entre communes et canton mène à des frictions, ...

Pour toi, que représente un engagement politique ?

S'investir pour le bon fonctionnement de notre société. Ce n'est pas forcément lié à un poste qu'on occupe, ou à un parti auquel on adhère. Les choix (in)conscients de tous les jours - par exemple concernant sa consommation énergétique, la provenance des produits achetés ou la manière de communiquer avec son entourage - sont des actes politico-sociaux très importants.

L'actualité du Parlement. Que faut-il retenir des différentes interventions des député-e-s socialistes? Retrouvez désormais les principales infos dans votre PostScriptum, ainsi que sur le site www.psju.ch

600 offices traditionnels de poste fermeront d'ici 2020 : le service public et le Canton du Jura une nouvelle fois parmi les grands perdants !

Comment faut-il interpréter la non entrée en matière ou le refus de certains partis de droite à soutenir la résolution lancée par le PSJ lors de la séance du Parlement du 26 octobre? Conjugué aux décisions et à la stratégie future de la Poste, le goût est d'autant plus amer. A l'instar de toutes les interventions déposées à ce sujet depuis ce printemps, le souci de garantir un service public de qualité dans nos régions périphériques semblait bien faire l'unanimité de la classe politique jurassienne.

Le ton inadéquat de cette résolution nous a été reproché. Qu'y avait-il d'inadapté ou à taire quant aux mesures de fermetures (600) et de licenciements (1'200) annoncées par La Poste? Sachant que ces licenciements sont intimement liés à la fermeture d'offices postaux, il est certain que le canton du Jura sera au premier chef touché par cette mesure. Aurait-il fallu encore une fois encaisser sans broncher? Malgré l'urgence de sa rédaction, cette intervention ne comportait aucune attaque particulière, mais demandait simplement au Gouvernement d'intervenir dans les meilleurs délais auprès de la Direction de la Régie fédérale afin que celle-ci respecte les promesses faites à l'exécutif lors de sa visite à Berne ce printemps: soit que dorénavant le canton du



Jura serait associé à la stratégie et à la planification future du réseau postal notamment dans les régions périphériques. Force est de constater que le Géant jaune n'a que faire de la volonté politique et du souci que se font nos citoyennes et citoyens.

L'annonce de ces mesures faite par voie de presse le jour même du plénum était assez importante pour réagir dans les meilleurs délais. Une résolution s'imposait. Fut-elle intitulée « interpartis » ou non, elle se devait d'être déposée dans l'après-midi de la séance parlementaire ! Il est fort à parier que nous avons vexé une partie de la « droite » en choisissant la deuxième solution et en déposant cette intervention sans passer par les autres groupes parlementaires.

Cette raison est-elle suffisante pour sanctionner pareillement notre réactivité à l'actualité ? Nul doute que les Jurassiennes et les Jurassiens se souviendront de notre action. Le 26 octobre 2016, notre résolution a peut-être échoué au Parlement mais le PSJ peut s'enorgueillir de défendre les acquis et plus encore le souci d'une grande majorité de la population. Qui plus est sans palabres inutiles...

Nicolas Maître, député au Parlement

Résolution interpartis – Décision de BKW Energie SA de baisser le taux de rémunération de l'électricité produite de 63 % : un scandale !

L'entreprise BKW a dernièrement annoncé aux producteurs indépendants d'électricité que, dès 2017, elle ne paierait plus que 4 centimes le kWh qu'ils injectent dans le courant. Cette annonce surprise constitue une baisse du taux de rémunération de 63% par rapport au tarif actuel de reprise fixé à 11 centimes le kWh puisque parallèlement, la société a indiqué que les nouvelles installations ne pourraient plus bénéficier du rachat avec garantie d'origine, qui octroie un supplément de 4,5 centimes le kWh.

Du côté de BKW, on justifie cette baisse de tarif suite à la décision prise le 19 avril 2016 par la Commission fédérale de l'électricité (ElCom) qui a défini pour la première fois les conditions-cadres relatives à la rémunération de l'énergie électrique provenant des producteurs indépendants.

Il s'agit toutefois de préciser que dans la gamme des rémunérations possibles, BKW a opté pour le tarif le plus bas possible !



L'attitude de BKW est non seulement inacceptable vis-à-vis des petits producteurs d'énergie verte mais elle est aussi irresponsable ! Elle va en effet donner un sérieux coup de frein au développement des énergies renouvelables

en particulier dans le Canton du Jura. Elle va à l'encontre des politiques nationale et cantonale en matière énergétique ayant pour but la sortie du nucléaire tout en renforçant les mesures visant l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables.

En soutenant, à la quasi unanimité, la résolution interpartis portée par le groupe socialiste, le Parlement jurassien a tenu à faire part de son indignation. Il demande à BKW Energie SA de revenir sur sa décision.

Rosalie Beuret, députée au Parlement

Congrès du PSS à Thoune: net refus de l'argent « corrupteur »



La délégation jurassienne en compagnie du Conseiller fédéral Alain Berset

Jamais une délégation du PSJ n'avait été si bien fournie que celle qui s'est déplacée à Thoune les 3 et 4 décembre. Quinze camarades ont assisté, en compagnie de plus de 500 délégué-e-s, aux riches débats portant sur les propositions du Comité directeur et aux brillantes interventions d'invité-e-s de marque.

Le Congrès a débuté par le discours d'Alain Berset, Conseiller fédéral. Dans un discours posé, mais ferme, il a rappelé quelques évidences à l'heure où les droites nationalistes accèdent au pouvoir ici et ailleurs : « La droite populiste n'offre aucune solution aux problèmes des plus pauvres ». Plus tard dans la journée, ce fût Simonetta Sommaruga, Conseillère fédérale, qui, s'exprimant sur les problèmes de migration a notamment déclaré avec conviction : « Ils – les gens – voient le réfugié syrien sans travail assis à la gare, mais ils ne voient pas qu'une réfugiée nettoie leur bureau ».

Deux grands thèmes politiques ont été discutés avec beaucoup d'engagement, parfois avec de jolies escarmouches oratoires. Sur la base de documents remis depuis quelques mois aux délégué-e-s, la « DEMOCRATIE ECONOMIQUE » aura permis de réaffirmer la volonté du PSS de voir s'instaurer au sein des entreprises une véritable démarche de démocratie participative.

Le second papier, « FUTUR PS », a été l'occasion de se pencher sur la question du recrutement des membres et de leur fidélisation. A l'heure où les effectifs s'érodent, où l'argent disponible pour les campagnes diminue et qu'augmentent les besoins, la décision a été prise d'augmenter les cotisations des membres de 10 francs ainsi que la part de rétrocession des revenus des magistrats socialistes. Les délégué-e-s du PSJ n'ont pas soutenu l'augmentation de la cotisation et attendent du groupe de travail du PSS qui sera constitué ces prochains mois qu'il propose d'autres alternatives.

On aurait pu penser que face à ces caisses un peu vides, les délégué-e-s suivraient la proposition du CD d'accepter, à titre exceptionnel et pour financer la campagne contre la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III), l'argent de grandes entreprises. Dans un magnifique élan de cohérence idéologique, les délégué-e-s ont balayé cette proposition, refusant que l'argent acquis grâce à l'exploitation des pays et des personnes victimes des pratiques commerciales inacceptables alimentent nos caisses. « Question d'éthique et de cohérence », l'argument de la gauche du parti a remporté un net succès. Rassurant !

Au terme du Congrès, diverses résolutions ont été adoptées. Parmi elles, je relèverai le bonheur éprouvé à l'écoute de l'intervention d'Ada Marra qui a, une fois de plus, plaidé avec ferveur en faveur de la « naturalisation facilitée des étrangers de la 3^e génération », s'interrogeant pour savoir à partir de quelle génération un étranger vivant en Suisse et dont les parents, voire les aïeux, ont participé à la construction de la maison Suisse cesserait de devoir être naturalisé, cesserait d'être un étranger ...

Deux jours de débats politiques vrais, riches et variés, des moments de détente et de partage, des rencontres chaleureuses : voilà le bilan que dressaient les délégué-e-s jurassien-ne-s au soir du 4 décembre.

Jean-Marie Miserez



Initiative primes maladie

Le Congrès du PSJ a chargé le Comité directeur de lancer une initiative pour contrer l'augmentation incessante des primes d'assurance maladie.

Un groupe de travail vient de se former pour plancher sur le texte. James Frein, membre du comité directeur, en est le responsable.

Nous pourrions vous donner de plus amples détails dans la prochaine édition du PostScriptum en début d'année.

Vous préparez votre agenda 2017? Faites un détour par le www.psju.ch, vous y trouverez tous les rendez-vous importants du PSJ.

